

pays ne sont pas les nôtres. Les États-Unis n'ont pas nos problèmes de transports; il ne leur manque pas un vaste marché national. Leur économie est autarcique. Nous devons, au Canada, mettre au point l'économie qui nous convienne. Il nous faut une politique des transports bien coordonnée. Il nous faut implanter nos industries là où elles seront rentables.

Je crois que nous pourrions prendre exemple sur le Japon. Le gouvernement japonais peut dire à une entreprise de fabrication qu'elle ne sera pas en mesure de soutenir la concurrence. C'est dans ce sens que pourrait agir notre gouvernement. Il pourrait veiller à ce que les recherches soient bien faites et à ce que des conseils soient donnés d'une façon généralisée. Les experts du gouvernement peuvent jouer un rôle consultatif. Ils devraient pouvoir s'adresser à un organisme privé et lui dire: «A notre avis cela ne marchera pas, parce que...». Certainement, il faut encourager le gouvernement à dire: «Avant d'y placer les fonds des contribuables canadiens, nous devons être convaincus qu'une industrie sera rentable.»

Le Canada est un pays vaste et il nous faut une politique de souplesse. Je crois dans la répartition des richesses. Je crois que nous devrions faire tout en notre pouvoir pour aider les gens des diverses régions. Je crois que nous devrions essayer d'implanter l'industrie là où elle n'existe pas. D'autre part, je pense qu'il serait ridicule d'essayer de transplanter les aciéries de Hamilton sur l'île de Baffin. J'aime beaucoup mieux aménager une voie maritime, comme on l'a fait, et assurer la navigation le long du Saint-Laurent et jusqu'à Hamilton, et le transport du minerai de fer de l'île de Baffin, du Nord ontarien, du Nord québécois ou de tout autre endroit où on le trouve, à bon marché et avec efficacité, de même que le transport de l'acier vers les endroits où il peut le mieux servir.

Voyons un peu ce que les Japonais ont fait de notre charbon de l'Alberta. Il y a longtemps qu'on en a du charbon en Alberta. Les Japonais sont venus, ont procédé à des travaux de recherche et maintenant, ils expédient 100 millions de tonnes de charbon chez eux. Les Japonais occupent une position clé en Asie. En ce moment, ils ont l'Asie dans la main. Pouvons-nous leur faire concurrence? Je crois bien que oui. Mais nous n'y réussirons pas en nous contentant de vœux pieux ni en retournant à un nationalisme du 19^e siècle. Nous n'y parviendrons pas en poursuivant la lutte des classes, car la victoire est déjà acquise, et nous n'avons pas de castes dans notre pays. Personne n'a le monopole des bénéfices. Les chômeurs du Québec, du Nouveau-Brunswick ou de l'Alberta peuvent encore trouver de l'embauche s'ils consentent à s'adapter, à se reclasser et à se recycler. Je vous en conjure, faisons tout en notre pouvoir pour leur faciliter cette tâche. Nous devons ouvrir plus d'écoles nationales d'arts et métiers. Nous l'avons fait naguère, mais pas suffisamment. Nous devons aussi prévoir certains des problèmes éventuels, prendre contact avec l'industrie chimique et celle des pâtes et, avant le concours de nos experts, découvrir quels sont leurs problèmes. Nous devons communiquer davantage.

Il y a quelques années, alors que nos échanges commerciaux étaient à la baisse, j'ai fait une suggestion qui, je crois, demeure valide. Combien d'entre nous savent où l'on fabrique les produits que nous utilisons? Nous pourrions commencer dès maintenant à «acheter Canadien». Il

serait bon que nos produits portent une marque distinctive, comme une feuille d'érable, si ce n'est pas là profaner notre drapeau ou un castor.

Une voix: Un rouge.

M. Bigg: Nous pourrions faire imprimer sur le produit, en lettres dont le format pourrait être fixé par la loi en fonction des dimensions du contenant, par exemple, la proportion de main-d'œuvre canadienne, de matières premières, etc., ayant servi à fabriquer le produit. Nous pourrions nous servir d'une échelle allant de «Fabrication canadienne à 30 p. 100» jusqu'à «Fabrication canadienne à 100 p. 100». Sur les produits atteignant les 100 p. 100, nous pourrions apposer une feuille d'érable ou un castor dorés, pour bien montrer que le produit a été fabriqué à 100 p. 100 au moyen de matières premières, de main-d'œuvre et de techniques canadiennes. Cela ne blesserait pas les Japonais; ils savent déjà ce qui est fabriqué au Japon.

• (5.40 p.m.)

Nous pouvons faire bien des choses pour découvrir ce que veulent les Canadiens et ce dont ils ont besoin. Tout à l'heure j'ai mentionné l'industrie automobile. Que dire d'un pare-chocs qui nous permettrait de supporter mieux les secousses auxquelles nous sommes exposés par suite de la circulation intense sur nos routes? Peu m'importe de savoir si les Asiatiques, y compris les Japonais, ont ou n'ont pas un tel dispositif! Nous devrions faire des recherches lorsque nous avons besoin de quelque chose.

Une voix: Et les fondrières, pourquoi ne les comble-t-on pas?

M. Bigg: En effet. Nous avons l'un des taux de chômage les plus élevés jamais enregistrés à l'époque contemporaine. Si nous faisons les recherches qui s'imposent, nous pourrions faire d'une pierre deux coups. En reboisant, nous purifierions en même temps notre air. Je pense que beaucoup de jeunes seraient heureux de participer durant l'été à des travaux de reboisement. On pourrait en profiter pour replanter des arbres feuillus. Que faisons-nous en ce qui concerne nos ressources en eau? Un député a récemment demandé à la Chambre si le gouvernement prévoyait de construire ou d'aider à construire un pipe-line à partir de la baie Prudhoe. La réponse a été qu'aucune demande n'avait été faite au gouvernement. Ce dernier doit prendre l'initiative au lieu d'attendre qu'on vienne le lui demander. Il aurait dû faire enquêter sur l'affaire de la baie Prudhoe dès que la nouvelle a été publiée. Quand je l'ai entendue, je n'ai pas bougé et j'ai dit qu'il fallait continuer le pipe-line maintenant. Je n'ai pas changé d'idée. Ceux qui ne sont pas d'accord prétendent qu'il faut songer à l'écologie du Nord. C'est kif-kif. Un pipe-line serait bien moins dangereux pour le Nord qu'un superpétrolier qui viendrait à couler dans l'Arctique.

Nos dirigeants élus ne devraient pas prétexter que «personne n'a rien demandé». A mon point de vue, les parlementaires doivent prendre les devants. Il ne faut pas attendre qu'on nous demande ce que nous allons faire à propos d'un pipe-line, de la planification ou du chômage. Il ne faut pas attendre un tremblement de terre ou une inondation pour agir. Noé a bâti son arche. Quand il a commencé à pleuvoir, il était prêt. Nous nous attendons à